

**Unió Democràtica de Catalunya:
Le parti démocrate-chrétien catalan (1931-1989)**

Joan B. CULLA

Universitat Autònoma de Barcelona

Working Paper n.27
Barcelona 1990

DE L'ESPOIR À LA CATASTROPHE (1.931-1.939)

Il faut situer la naissance d'Unió Democràtica dans le contexte historique de la Catalogne et de l'Espagne de 1.931. L'avènement de la Deuxième République dans l'État Espagnol, en avril de cette même année, avait instauré une démocratie de masses prête à résoudre, par des voies réformistes, les grands problèmes qui restaient en suspens comme conséquence des limitations de la révolution libérale du XIXe siècle: le professionnalisme et la dépolitisation de l'armée, la question agraire, la reconnaissance politique des nationalités périphériques (Catalogne, Pays Basque, Galice), la laïcisation de l'État...

En ce qui concerne ce dernier problème, les adversaires étaient une majorité gouvernementale de gauche obsessivement anticléricale et une opinion catholique cléricale et intransigeante, encouragée par un épiscopat où régnait l'intégrisme et la nostalgie des privilèges de l'Ancien Régime. Les résultats immédiats de la confrontation furent d'un côté le contenu agressivement hostile à l'Église, de la Constitution Espagnole de 1931 (suppression de tout soutien économique au culte catholique, dissolution de la Compagnie de Jésus, interdiction aux autres ordres religieux d'exercer l'enseignement...) et de l'autre une certaine tendance de nombreux catholiques au refus de la démocratie républicaine, à la délégitimation du régime en arrivant même à une espèce de théologie de la révolte armée pour le renverser.

Dans ce contexte, en Catalogne -où, par l'influence du fait national ainsi que par des raisons socioculturelles, l'ensemble du catholicisme présentait un profil plus ouvert, plus évolué- on assista à l'organisation politique d'un secteur minoritaire de jeunes catholiques catalans qui, tout en acceptant sans réserves le système démocratique et sans s'éloigner d'une optique indéniablement nationaliste, tenaient à plaider "les principes chrétiens", "la conception spiritualiste de la Société" et les droits des croyants, qu'ils considéraient violés par la Constitution républicaine.

Cette initiative venait s'inscrire dans la même atmosphère d'activisme, de souci intellectuel, de modernité des procédés et catalanité des objectifs qui avait déjà donné lieu à d'autres entreprises, comme par exemple le journal catholique -indépendant "El Matí" (1929-1936), l'hebdomadaire et la maison d'édition "La Paraula Cristiana" (1925-1936) ou le mouvement apostolique de jeunes "Federació de Joves Cristians de Catalunya". Dans le domaine idéologique, la création d'Unió Democràtica reprenait une tendance autochtone de catholicisme rénovateur et anti-réactionnaire que l'on retrouve chez le poète Joan Maragall (1860-1911) et le chanoine Carles Cardó (1884-1958) sans oublier qu'elle se nourrissait aussi d'importants auteurs étrangers: don Luigi Sturzo, chroniqueur habituel du journal "El Matí" et très intéressé à la Catalogne; l'écrivain anglais Gilbert Keith Chesterton, dont le solide christianisme et le sens démocratique et anticapitaliste de ses oeuvres influencèrent fortement les intellectuels catholiques catalans à partir de 1926; et, plus tard, le personnalisme communautaire d'Emmanuel Mounier,, diffusé à travers sa revue "Esprit", à partir de 1932, ainsi que la pensée de Jacques Maritain, qui reconnaissait l'existence de plusieurs options politiques tout aussi licites pour un chrétien.

Les signataires du Manifest Fundacional d'Unió Democràtica de Catalunya

-paru dans "El Matí" le 7 novembre 1931- provenaient surtout (Lluís Vila d'Abadal, Joan B. Roca i Caball, Josep Cirera i Soler, Josep M. Trias Peitx, Josep M. Farré i Moragó...) du segment le plus catalaniste du carlisme -ce mouvement dynastique et contre-révolutionnaire du XIXe siècle, qui s'est transformé graduellement en parti catholique traditionaliste et en expression des différentes entités territoriales qui existaient en Espagne- ou ne possédaient aucun passé politique significatif (Pau Romeva, Maurice Serrahima...). Plus tard, tout au long de l'année 1932, Unió reçut d'importants apports d'effectifs en provenance d'Acció Catalana, parti de centre, nationaliste et libéral (le député parlementaire Manuel Carrasco i Formiguera, Miquel Coll i Alentorn, etc.) et même certains (Fèlix Duran i Canyameres) issus du parti gouvernemental Esquerra Republicana.

Conscients de leur' faiblesse, au départ, pour envisager des élections tout seuls, et d'autant plus que le système électoral en vigueur à ce moment-là était brutalement majoritaire, les dirigeants d'UDC optèrent, devant les comices au Parlement de la Catalogne de novembre 1932, pour établir une alliance avec le grand parti de droite démocratique en Catalogne, la Lliga Regionalista. Sous le nom de "Concòrdia Ciutadana", cette candidature de centre-droite fut battue par la gauche majoritaire, mais obtint pour Unió un député, Pau Romeva, au législatif catalan.

Pendant le reste de la période républicaine, l'UDC ne souscrit plus d'autres coalitions. Dans le but de préserver sa propre identité, ou bien par manque d'accord avec les possibles alliés, le parti se présenta tout seul, avec une liste testimoniale, aux élections générales de novembre 1933, en obtenant moins de 1% des votes émis. Puisque la loi électorale proportionnelle qu'ils 'avaient constamment réclamée n'avait pas été adoptée, Unió décida de ne pas participer aux élections municipales de janvier 1934; en février 1936, face à la bipolarisation radicale de la vie politique catalane en deux blocs -droites et gauches- qui retenaient incompatibles les deux points capitaux de l'idéologie d'Unió -l'inspiration chrétienne et le nationalisme, en l'occurrence-, ils rejetèrent le dilemme, dénoncèrent le cannibalisme politique des deux camps, crièrent à la solidarité nationale et, en dernier terme, refusèrent de s'intégrer et ne conseillèrent de voter aucune des candidatures antagonistes.

Si en matière électorale l'UDC se penchait de plus en plus vers des positions centristes et indépendantes par rapport aux grands partis, le même phénomène se produisait dans son action politique générale. Bien qu'elle partageait les vues des forces conservatrices vis-à-vis de la question religieuse, Unió s'en éloignait et s'y opposait même en matière socioéconomique; en 1934, son unique député, Pau Romeva, appuya la loi catalane de "Contractes de Conreu",. une petite réforme agraire combattue vigoureusement par la ploutocratie locale. Par ailleurs, la défense énergique que les démocrates-chrétiens font de l'autogouvernement catalan les rapproche aussi de la gauche en les éloignant d'une droite de plus en plus rattachée à Madrid.

Dans ce contexte politique de ralliement critique à la République et à la Generalitat catalane, qui reposait sur une base doctrinale social-chrétienne, non confessionnelle et radicalement nationaliste élaborée au cours de cinq congrès, Unió Democràtica obtint une militance réduite -deux mille affiliés environ- mais fidèle,, composée de professionnels d'origine bourgeoise au niveau de la direction, et de

petite bourgeoisie et d'ouvriers à "col blanc" pour ce qui est des membres actifs, avec une participation considérable des femmes et des jeunes. Dans le but concret d'améliorer leur pénétration dans le monde ouvrier, le parti promu, à partir de 1934, un syndicat catholique modeste, qui s'inspirait du modèle belge, la *Unió de Treballadors Cristians de Catalunya* (UTCC).

En 1936, l'UDC est la seule organisation politique de l'État espagnol (selon la typologie de Jean-Marie Mayeur dans *Des Partis Catholiques à la Démocratie Chrétienne*, Paris, Armand Colin, 1980) à cadrer dans le modèle des partis "populaires" de l'Europe de l'entre-deux-guerres: des partis qui ne pouvaient pas, et qui ne voulaient pas, réunir la majorité des catholiques, qui avaient une faible relation avec la hiérarchie ecclésiastique et un caractère peu confessionnel; des partis profondément influencés par la pensée de don Sturzo et par l'exemple du Partito Popolare italien, et qui étaient fiers de se définir démocrates-chrétiens. Inscrite dans ce cadre, et adhérente au Secrétariat international des partis démocratiques d'inspiration chrétienne (SIPDIC), *Unió* vécut, à la veille de la guerre civile, une période de croissance lente, mais soutenue.

La guerre et la révolution initiées en juillet 1936 interrompirent le développement naturel d'*Unió Democràtica* et soumirent ses membres à une dure épreuve, poursuivis et souvent assassinés dans le camp républicain, en tant que catholiques pratiquants, et traités comme des ennemis dans la zone franquiste, à titre de "séparatistes" dangereux. A souligner, dans le parcours du parti démocrate-chrétien pendant le triennat 1936-1939, les aspects suivants:

a) La loyauté au régime républicain et à la Generalitat de Catalunya face à l'insurrection militaire, mais aussi le refus de la révolution sociale et économique. Le député d'*Unió*, Pau Romeva, fut le seul représentant non inscrit au Front Popular et la seule voix d'opposition présente au Parlement catalan, pendant la guerre civile.

b) La peine de mort dictée par les insurgés, et exécutée à Burgos en avril 1938, contre la principale figure publique d'*Unió*, Manuel Carrasco i Formiguera. En fusillant Carrasco à cause de ses idées nationalistes, les franquistes renforcèrent l'adhésion d'UDC à la cause démocratique et coupèrent toute possibilité d'entente future entre eux et le groupe démocrate-chrétien catalan.

c) L'effort des militants d'*Unió*, pendant les premiers mois de la révolution en Catalogne, pour la protection et la sauvegarde des personnes -religieuses et laïques- pour suivies pour des raisons religieuses. Plus tard, à partir de 1937 et en étroite collaboration avec le Parti Nationaliste Basque, on reprit la tâche visant le rétablissement du culte catholique public dans la zone républicaine et la normalisation des relations entre le gouvernement de la République et le Saint Siège.

d) Les tentatives de jouer un rôle médiateur dans la guerre, promues surtout depuis la France par Joan B. Roca i Caball et concrétisées dans la formation de Comités dans différents pays européens pour le rétablissement de la paix civile et religieuse en Espagne, qui reçurent le support de personnalités catholiques progressistes telles que Georges Duhamel, Gabriel Marcel, Jacques Maritain, François Mauriac, Emmanuel Mounier ou Luigi Sturzo.

SURVIVANCE ET TEMOIGNAGE (1939-1974)

Dans l'optique du franquisme triomphant, l'action pacificatrice et légaliste d'UDC tout le long de la guerre la plaçait dans le camp des ennemis du nouveau régime dictatorial. Ainsi donc, ce n'est pas surprenant que la "Loi de Responsabilités Politiques" du 9 février 1939 ait inclu en toutes lettres Unió Democràtica de Catalunya parmi les vingt-trois partis et organisations interdits et condamnés, ni que la plupart de ses dirigeants aient dû s'exiler pendant quelques années, ou aient souffert des représailles.

Cependant, les hommes d'Unió prirent bien vite la décision d'initier les tâches d'opposition clandestine, bien qu'il s'agissait d'un groupe petit et modéré et surtout mal préparé pour ce genre d'activités.

Dans une première période, et dans le but d'éviter la très dure répression de l'après-guerre, le parti préféra agir sous des dénominations circonstanciées -comme celle de "Creus de Sang" (1940)- ou bien soutenir des plates-formes plus vastes, à importante composante démocrate-chrétienne: le Front Universitari de Catalunya (1944-1948), les Grups Nacionals de Resistència (1945-1947) ou la Joventut Catalana Democràtica (1943-1946). Moyennant ces structures on obtint une présence considérable dans l'Université des années quarante, ainsi que l'incorporation d'une nouvelle génération de militants (Josep Benet, Anton Cañellas, Joan Sansa...)

Parallèlement, les effectifs d'Unió contribuaient auprès d'autres groupes et secteurs à l'entreprise civique de sauvegarde et de défense de la langue et de la culture catalanes, menacées de disparition par le régime franquiste: promotion d'éditions, établissement de structures éducatives et académiques en marge de la légalité, stages, conférences, réunions littéraires privées, plus tard exigence d'évêques autochtones, etc.

La frustration des spectatives nourries vis-à-vis de la victoire des alliés en 1945 et l'évidence que la dictature serait longue poussèrent les dirigeants d'UDC (à ce moment-là Miquel Coll i Alentorn, Joan B. Roca i Caball, Pau Romeva et Maurici Serrahima) à réaffirmer leur propre identité en réorganisant et en renforçant le parti. Dans ce sens-là, et à partir des années cinquante, Unió reprit une certaine vie organique avec un Conseil National de 60 personnes dans les fonctions de Congrès qui se réunissait une fois par an, une permanence de 15 à 20 membres qui se tenait une fois par mois, et un Secrétariat de 3 ou 4 membres, parmi lesquels je citerai Anton Cañellas et Marià Vila d'Abadal. Les divergences et l'éloignement du parti, à ce moment-là, de certains membres plus avancés (Josep Benet, M. Serrahima) ne perturba pas l'action de propagande et prosélytisme, développée surtout à travers des publications clandestines comme "Diàleg" (1962-1967), "Testimoniatge" (1963-1964). "Força Nova" (1965-1967). "Determini" (1966-1968 et 1972-1974) ou un "Bulletin d'Information" rédigé en français (1968).

Ainsi donc, malgré la répression policière périodique (arrestation de militants en 1952, 1960, 1984 et surtout en 1969, procès, amendes...), Unió Democràtica se retrouvait, au début des années soixante-dix, avec quelques

centaines d'affiliés recrutés dans la petite et la moyenne bourgeoisie urbaine et rurale, des ouvriers qualifiés, des professionnels et des étudiants, mais leur présence était quasiment nulle parmi les masses ouvrières qui venaient d'immigrer de l'Espagne Castillane. Du point de vue programmatique, la "Compilació Doctrinal" adoptée en 1963 mettait à jour les principes constitutifs en y incorporant de nouveaux éléments, comme la vocation européiste ou le support à la planification démocratique de l'économie.

L'esprit de collaboration avec les autres forces démocratiques dont fit prévue Unió, qui se traduit par sa présence dans tous les organismes unitaires créés par l'op position en Catalogne, fut l'une de ses caractéristiques les plus remarquables pendant la période franquiste. Dans ce domaine, On peut distinguer deux étapes: une première étape, qui comprend les années quarante et cinquante, lorsque les alliances -peu efficaces- s'établirent surtout entre les partis nationalistes, républicains et/ou socialistes -par exemple, le Consell Nacional de la Democràcia Catalana (1945-1950)- et, très exceptionnelle ment avec les libertaires de la CNT, en excluant dans tous les cas les communistes, à, cause d'une espèce d'effet combiné des souvenirs de la Guerre Civile et de l'influence de la guerre froide. Dans la deuxième étape, Unió côtoya en permanence les socialistes et les communistes, en contribuant ainsi au vaste mouvement d'opposition qui défia la dictature dans ses dernières années: la Taula Rodona (1966), la Comissió Coordinadora de Forces Politiques de Catalunya (1969) et l'Assemblea de Catalunya (1971).

Dans l'ensemble des partis catalans clandestins, l'UDC présentait une autre particularité, celle de la richesse et de l'intensité de ses relations internationales, qui ne ,pouvaient être rivalisées que par les communistes. Ils appartenaient à une famille idéologique qui connaissait des moments glorieux dans l'Europe de l'après-guerre. Depuis 1945, Unió établit des contacts réguliers avec le Mouvement Républicain Populaire français, plus tard avec la Démocratie Chrétienne italienne avec les démocrates-chrétiens chiliens d'Eduardo Frei, etc. A partir de 1955, les jeunesses d'Unió Democràtica adhèrent à l'Union Internationale de Jeunes Démocrates-Chrétiens, où ils jouèrent un rôle très actif en assumant d'importantes responsabilités au cours des Congrès mondiaux de Caracas (1962), Berlin (1965) et d'autres.

Une conséquence logique de ces relations fut, dès 1950, la demande d'adhésion d'UDC aux Nouvelles Equipes Internationales (NEI), un organisme de relation entre les groupes démocrates-chrétiens européens, créé en 1946. Et ce furent justement les conditions d'admission aux NEI qui poussèrent l'UDC à rechercher la coordination avec les partis politiques espagnols analogues, c'est-à-dire, depuis 1957-1958, Izquierda Demócrata Cristiana, de Manuel Giménez Fernandez, et Democracia Social Cristiana, de José Maria Gil-Robles.

Les différences étaient considérables: ces groupes, plus instables et plus conservateurs qu'Unió, plus condescendants envers le franquisme, avaient des prétentions d'hégémonie et se résistaient à accepter le principe de territorialité, c'est-à-dire, le monopole d'UDC sur l'étiquette démocrate-chrétienne en Catalogne. Finalement, après de longues négociations, l'accord arriva en 1965-1966, en coïncidant avec le Congrès de Taormina, où les NEI devinrent l'Union Européenne Démocrate-Chrétienne et où l'équipe Démocrate Chrétienne de l'État Espagnol,

admise comme membre de plein droit à L'UEDC, était constituée par l'UDC, le Parti Nationaliste Basque, Izquierda Demócrata Cristiana et Democracia Social Cristiana.

Cette équipe, qui venait de surgir d'un besoin d'homologation internationale, devint pendant les dernières années de la dictature une structure fédérale qui disposait d'un secrétaire politique -le catalan Anton Cañellas- et d'un niveau remarquable de cohésion doctrinale, atteint grâce aux Journées de Débat qui se tinrent à Montserrat en 1973 et à Valence en 1975. A cette dernière date, un cinquième parti, l'Unió Democràtica del País Valencià, s'y était incorporé, et la DSC de Gil-Robles adoptait le nom de Federación Popular Democràtica.

UNIO DEMOCRÀTICA PENDANT TRANSITION (1974-1977)

Face à l'accélération de la crise du régime provoquée par la mort en attentat du chef du gouvernement, l'almirall Carrero (décembre 1973) et la grave maladie de Franco l'été de 1974, tous les mouvements d'opposition se préparèrent au changement politique que l'on commençait à entrevoir. En 1974 et dans le but de contrebalancer la grande force des communistes et des socialistes on assista, en Catalogne, à la naissance d'une initiative de rassemblement du centre-gauche, de la démocratie chrétienne à la social-démocratie, qui avait comme dénominateur commun le nationalisme modéré et comme leader Jordi Pujol, un, financier et activiste catalaniste ayant une base organisée, mais qui ne disposait pas encore de parti. Cette initiative se traduisit, l'en novembre 1974, par la fondation de Convergència Democràtica de Catalunya, conçue à ce moment-là comme un mouvement ouvert, pluraliste et souple dont Unió Democràtica faisait partie, sans renoncer à sa personnalité et en ayant même l'espoir d'arriver à contrôler l'ensemble en y trouvant le support de masses qu'il lui fallait.

Cependant, l'a rapide transformation de cette Convergència en parti conventionnel, unifié, et peut-être aussi les ambitions excessives du groupe démocrate-chrétien poussèrent Unió à faire marche arrière en quittant Convergència -amicalement- en février de 1976, trois mois après la mort du dictateur. A partir de ce moment-là, la stratégie d'Unió Democràtica s'orienta vers une mise en valeur de sa spécificité idéologique et une intensification du travail au sein de l'Equipe Démocrate-Chrétienne de l'État Espagnol, qui venait de vivre ses Troisièmes Journées à Madrid, en janvier 1976.

Le Ve Congrès qui se tint à Barcelone en juin 1976 -et qui était en même temps le premier congrès public d'une organisation politique catalane depuis la guerre civile fut un événement fondamental pour la diffusion de l'image et du pedigree démocratique d'Unió. Cette assemblée fit naître de grands espoirs de développement du parti, ainsi que la consolidation du leadership d'Anton Cañellas et de son équipe (Josep Miró i Ardèvol, Albert Vila...), qui tendirent à laisser en marge les militants historiques et à adoucir leur attitudes nationalistes et socio-économiques -c'est-à-dire, à virer à droite- dans l'espoir de raffermir ainsi leur croissance.

En grande partie, l'optimisme d'UDC et de toute l'équipe démocrate-chrétienne espagnole pendant 1976 provenait des pronostics du sociologue Juan José Linz, dans des études financées par la Fondation Konrad

Adenauer, sur les magnifiques spectatives électorales de la démocratie-chrétienne en Espagne; dans le livre Le système de partis en Espagne: passé et futur, publié à Madrid en 1974, Linz prônait: "Inévitablement, n'importe quel système de partis, en Espagne, tournera autour de deux tendances dominantes, le socialisme et la démocratie chrétienne", et en appliquant à la structure sociale espagnole les directrices politiques italiennes, il prévoyait un soutien électoral de 40,5% des votes pour la démocratie chrétienne. Après la mort de Franco, des enquêtes, des sondages, des prévisions journalistiques et les conseils de la CDU allemande insistaient sur le grand capital politique du drapeau démocrate-chrétien, s'il se pliait, dans la péninsule, aux mêmes tendances conservatrices que dans la plupart de l'Europe.

Avec l'arrivée d'Adolfo Suárez à la présidence du gouvernement espagnol, en juillet 1976, le processus de réforme institutionnelle se mit en marche, et l'on initia les contacts entre le pouvoir et l'opposition démocratique. Unió, qui faisait partie de cette opposition pour deux raisons -à travers les plates-formes unitaires catalanes (Assemblea de Catalunya et Consell de Forces Polítiques de Catalunya), et aussi en tant que membre de l'équipe Démocrate-Chrétienne espagnole- vit son leader Anton Cañellas occuper la place du représentant de la famille démocrate-chrétienne au sein de la "Commission des Neuf" chargée de négocier avec Suárez les conditions de base de la transition.

Encouragée par ce beau rôle, l'UDC envisagea la convocation électorale de 1977 avec des aspirations d'hégémonie sur un vaste espace de centre-droite, des aspirations qu'elle essaya de consolider à travers une alliance avec le Centre Català, un petit parti d'hommes d'affaires et de professionnels néocapitalistes étroitement reliés à la banque et qui s'autodéfinissaient "giscardiens". La campagne du pacte UDC-CC se caractérisa par la tentative d'exploiter l'étiquette confessionnelle -la coalition s'appelait Unió del Centre i la Democràcia Cristiana de Catalunya-, par le souci de contrebalancer nettement les communistes, par l'éclipse de l'antifranquisme, l'éloge de la monarchie et la défense d'un "changement sans ruptures".

Cependant, les calculs triomphalistes de l'équipe de Cañellas se virent menacés par quelques réalités objectives, En premier lieu, l'attitude de la hiérarchie ecclésiastique espagnole, avec le cardinal Vicent Enrique i Tarancón à sa tête, qui décida, en 1977, de ne pas soutenir les options démocrates-chrétiennes, pour se faire peut-être pardonner les engagements de l'Église catholique auprès du franquisme; en deuxième lieu, l'irruption, à la dernière minute, de la candidature d'Unión de Centro Democrático, avalisée par Adolfo Suárez et soutenue par tout l'appareil gouvernemental d'un régime qui n'était pas encore soumis à des contrôles démocratiques d'aucun genre; en troisième lieu, le fait qu'une bonne partie de l'électorat "chrétien" catalan était ou bien trop à droite pour voter un parti de l'opposition démocratique, ou bien trop politisé et se tournait vers des options plus à gauche ("Cristians pel Socialisme"...); en dernier lieu, malgré sa forte présence publique dans les années 1976-1977, la structure organisationnelle et l'implantation territoriale d'Unió étaient, à ce moment-là, extrêmement faibles.

CRISE ET NOUVELLE ORIENTATION DU PARTI (1977-1979)

Les résultats électoraux du 15 juin 1977 supposaient un désastre politique pour la démocratie. Dans l'ensemble de l'Espagne, les listes de la Fédération de la Democracia Cristiana ont eu du mal à obtenir 1,4% des votes, aucun député et rien que cinq sénateurs, à cause des coalitions locales avec les socialistes ou d'autres forces. En Catalogne, l'Unió del Centre et la Democràcia Cristiana obtinrent 174.000 votes (5,6% du total), avec deux députés sur quarante-sept (Anton Cañellas pour l'UDC et Carles Güell pour le Centre Català) et une place presque marginale dans le nouveau panorama politique catalan.

Une analyse en détail du scrutin permet d'observer que le vote de l'UCDCC était particulièrement faible dans les grandes villes et les zones industrielles à grande immigration, et plus solide dans certaines zones rurales où la population était autochtone, là où l'invocation à la confessionnalité pouvait encore mobiliser quelques milliers de suffrages; les meilleurs résultats -entre 10% et 13% du corps électoral- ce sont enregistrés dans trois régions de* la "Catalogne profonde": Osona, Urgell, Segarra. Dans la ville de Barcelone, la plupart des votes provenaient des quartiers résidentiels de la bourgeoisie et des couches moyennes d'origine catalane (Sarrià, Sant Gervasi, Pedralbes, les Corts, l'Eixample, Gràcia), en confirmant le profil aisé et globalement conservateur de l'électorat démocrate-chrétienne.

Dans les rangs d'Unió, la première réaction face au verdict des urnes fut la stupeur et un découragement profond à cause de l'écart existant entre les objectifs -devenir l'une de quatre grandes options politiques de la Catalogne postfranquiste- et les résultats obtenus, qui n'accordaient au parti qu'une présence testimoniale dans l'Assemblée Constituante et le laissait, par ailleurs, sans homologues dans le reste de l'État espagnol. Très vite, on rendit responsable de cet échec la "malheureuse alliance" avec le Centre Català qui, selon l'interprétation à posteriori, confondit l'image d'UDC en la droitisant et dont la continuité fut immédiatement exclue. D'autre part, et d'accord avec les statuts en vigueur, le leader principal et unique député d'Unió, Anton Cañellas, cessa d'appartenir à l'organe exécutif le plus élevé ou Comité de Govern, en voyant ainsi diminuer sa capacité de contrôle sur le parti.

Après l'évident échec de la démocratie-chrétienne en tant qu'option politique et électorale indépendante, l'alternative qui s'offrait à Unió Democràtica était celle de chercher le soutien indispensable vers le centre-droite, en essayant de construire en Catalogne un "grand centre" en association avec la section catalane de l'UCD de Suárez et avec les anciens alliés du Centre Català, ou bien vers les partis nationalistes de centre-gauche, en essayant de se rallier l'opposition non marxiste catalane (le Pacte Democràtic per Catalunya de Jordi Pujol et Esquerra Republicana de Catalunya), qui avait obtenu en tout douze députés en juin 1977. Evidemment, la première option supposait l'incorporation, en suivant les démarches des socialistes et des communistes, à une organisation partisane de portée espagnole, alors que la deuxième option préservait son contenu de parti d'obéissance strictement catalane.

Face à ce dilemme, on assiste à un divorce rapide et profond au sein d'Unió, entre la grande majorité de la base militante, favorable à une ligne nationaliste et progressiste en douceur, et un groupe de dirigeants plus à droite qui, au nom du pragmatisme, voulaient se joindre à l'UCD gouvernementale. La grave crise interne qui éclata en septembre 1977, se développa en deux phases; à la veille du VIe Congrès du parti (octobre 1977), trois des sept membres du Comité de

Govern (Josep Miró i Ardèvol, Albert Vila et Simeó Miquel) et quelques autres cadres internes tentèrent d'imposer un rapprochement politique avec Suárez sans y arriver et décidèrent de se scinder pour créer une minuscule Unió de Demòcrates-Cristians de Catalunya - Club Jacques Maritain qui leur servit de pont vers l'UCD catalane.

La réaction du VIe Congrès consista à raffermir l'identité, le nationalisme et le réformisme social du parti, en choisissant un nouveau Comité de Govern qui cette fois-ci se penchait nettement vers le centre-gauche (Francesc Borrell, Marià Vila d'Abadal, Josep Anton Codina...), mais cela ne suffit pas pour liquider la crise. Au cours des mois qui suivirent, alors que l'isolement politique d'Unió l'avait exclue du gouvernement provisoire unitaire de la Generalitat de Catalunya présidée par Josep Tarradellas, le député Anton Cañellas se montrait de plus en plus favorable à l'unification du centre-droite catalan et à sa fédération avec l'UCD espagnole: "Il nous faut à Madrid une force politique avec laquelle dialoguer, et en plus il faut essayer d'éviter d'acculer Suárez à droite", déclarait-il en mai 1978. De son côté, la direction d'Unió Democràtica adressa au groupe libéral d'Esquerra Democràtica, à Convergència Democràtica de Jordi Pujol et à Esquerra Republicana la proposition de constituer une "fédération de partis de centre-gauche", ni marxistes ni succursalistes, à des buts électoraux et de gouvernement.

Pendant une certaine période, les deux stratégies antagoniques se disputaient le contrôle d'UDC; pendant que les organes de direction -Comité de Govern et Consell National- établissaient avec Convergència les termes d'une coalition électorale, Cañellas, admonesté et sanctionné, poursuivait son rapprochement de l'UCD. La dernière confrontation eut lieu en novembre 1978, au cours du VIIe Congrès du parti, où l'es thèses de Cañellas furent refusées par une large majorité, avec des arguments de couleur nationaliste, progressiste et historique, en décrétant ainsi l'expulsion du député qui avait quand même obtenu le support de 20% des délégués. Rien qu'une partie de ceux-ci (environ 300 militants) le suivirent dans la formation d'un nouveau groupe politique, l'Unió Democràtica/Centre Ampli, qui ne fut que le moyen de transport du noyau "cañelliste" vers Centristes de Catalunya - UCD, la formule adoptée en décembre 1979 par le parti de Suárez en Catalogne.

En même temps que la crise interne se résolvait -et que le parti restait sans représentation parlementaire à cause du départ de Cañellas-, Unió réorganisait son avenir politique et, le 19 septembre 1978, elle formalisa avec Convergència Democràtica de Catalunya une "entente permanente et ouverte" qui voulait être "le premier pas réel vers la vertébration du centre-gauche nationaliste"; il ne s'agissait pas de la fédération de partis suggérée quelques mois auparavant, mais de quelque chose de plus simple que le bulletin d'UDC décrivait ainsi: "l'alliance d'un parti nationaliste d'inspiration chrétienne comme le nôtre avec un parti nationaliste et social-démocrate comme Convergència". L'objectif de l'entente était modeste au départ, selon les dirigeants d'Unió: "constituer une force charnière entre l'UCD et les socialistes, sans aucune dépendance des forces politiques espagnoles"; son grand avantage c'est qu'elle n'a pas obligé les démocrates-chrétiens à aucun renoncement idéologique: "nous maintenons nos principes purs et non pollués", proclamait fièrement Joaquim Xicoy en février 1979.

Le début électoral de la coalition Convergència et Unió eut lieu lors des élections générales du 1er mars 1979, et ne fut pas très encourageant: avec 484.000 votes (18,1% des votes émis) ils obtinrent huit députés et un sénateur, et restèrent la quatrième force politique catalane, largement dépassée par sa concurrente directe, l'Unió de Centro Democrático. Pour Unió, qui n'avait obtenu qu'un député (Llibert Cuatrecasas), le résultat était "faible" et même "triste", mais il représentait quand même son retour à la condition de parti parlementaire. Par contre, aux élections municipales du 3 avril 1979 -où l'enracinement au pays et la qualité de la militance comptaient davantage- CiU obtint le plus grand nombre de conseillers (1795) et se plaça en troisième lieu pour ce qui est, des votes (18,6%), en battant nettement l'UCD, dans la dispute pour le contrôle de l'espace modéré. Bien que son apport au succès n'avait pas été trop important, Unió pouvait lancer pour la première fois après la fin de la dictature un euphorique "hem guanyat!" (on a gagné!).

Dans ce clima de satisfaction prudente le VIIIe Congrès, qui se tint à Vic en novembre 1979, se caractérisa par la continuité de la ligne politique et de l'équipe dirigeante, et, quant aux spectatives vis-à-vis des prochaines élections au Parlement de la Catalogne, l'on espérait que Convergència i Unió aurait un poids spécifique décisif.

UNIÓ DEMOCRÀTICA. PARTI GOUVERNEMENTAL (1980-1990)

A) L'EVOLUTION POLITIQUE GENERALE

En dépassant largement leurs propres prévisions, la coalition formée par Convergència et Unió fut la force politique la plus votée aux élections au Parlement Català du 20. mars 1980. Avec 27,7% des suffrages, un électorat bien distribué dans tout le territoire, et une claire hégémonie sur l'espace politique de centre, CiU obtint la majorité relative au nouveau Parlement autonome, son candidat Jordi Pujol fut élu président de la Generalitat et, depuis le mois de mai, Unió Democràtica fut appelée à participer aux tâches de gouvernement pour la première fois de son histoire presque cinquantenaire.

Depuis ce moment-là, à l'abri d'une heureuse alliance et en disposant d'un bon nombre des postes de gestion et de représentation publique, Unió vit disparaître les problèmes d'existence qui l'avaient menacée de mort en 1977-1978. Désormais, les problèmes qui allaient se poser seraient ceux de présence dans la société et d'identité, de différenciation vis-à-vis de Convergència et de recherche d'un avenir autonome.

En ce qui concerne la présence sociale, le besoin de s'implanter dans le plus grand nombre possible de localités, d'occuper des espaces dans les moyens de communication et dans le tissu associatif du pays, la victoire de 1980 fit que le parti prit conscience de la disproportion entre son pouvoir considérable et la faiblesse de sa militance effective. Par conséquent, la croissance en nombre et l'expansion géographique d'Unió devinrent prioritaires. A partir de ce moment-là, on multiplia les incitations au prosélytisme des militants, les appels à la captation d'amis et de sympathisants, on prit soin d'annoncer dans le bulletin d'UDC l'ouverture de nouveaux sièges du parti dans différentes villes et village. Mais, avec quelle

efficacité? Les Congrès successifs annoncèrent d'importantes augmentations en pourcentage de militants (18,6% en 1981, 23% en 1985, environ 15% en 1986...), et la croissance paraissait se maintenir pendant les années 1983-1987 -on en reparlera plus tard-, mais à la fin de la décennie, les dirigeants insistaient: "notre présence dans la société catalane est insuffisante", "on manque d'implantation"; et l'insatisfaction était encore supérieure quand il s'agissait de la projection du parti dans les mass-media. N'oublions pas qu'au moment de faire de nouveaux adhérents aussi bien qu'à celui de projeter l'image propre vers l'extérieur, Unió se retrouvait confrontée à la dure concurrence -parce que très proche- de son associé, Convergència.

Ce furent justement les relations avec Convergència, et le dosage des deux caractéristiques de base du parti -nationalisme et démocratie chrétienne- qui déterminèrent les problèmes d'identité d'UDC au cours des années quatre-vingts, et ce fut autour de celles-ci que prirent corps les différentes tendances internes, renforcées à posteriori par des ingrédients personnels.

En schéma, nous pourrions dire qu'à compter de 1980 on voit apparaître deux stratégies différentes -non antagoniques- sur l'avenir du parti, parmi les dirigeants d'Unió. Un secteur (Llibert Cuatrecasas, Joaquim Xicoy, Joan Rigol, Agustí Bassols, Joaquim Pibernat, Ramón Martínez Callén...), qui comprend les hommes le plus directement engagés auprès du gouvernement de coalition, conçoit ce futur à travers le nationalisme et en commun avec Convergència; un autre groupe (Josep A. Duran Lleida, Concepció Ferrer, Josep Ignasi Thió, Francesc Borrell...) met l'accent sur la condition démocrate-chrétienne du parti et se montre très critique vis-à-vis de l'entente avec CDC, sans vouloir la casser pour autant.

La première bataille entre les deux camps éclata en décembre 1982, devant le XI^e Congrès: alors que les "rigolistes" dominaient l'organisation dans la ville de Barcelone et sa province, ses rivaux contrôlaient Lleida, Girona et les Jeunesses du parti, et exploitaient surtout l'insatisfaction des militants vis-à-vis du pacte avec Convergència ("Unió ne participe pas comme elle le devrait selon les accords et son nom et sa personnalité perdent de l'éclat..."). Grâce à cet état de fait, ce que la presse appelait "secteur démocrate-chrétien" conquiert la majorité dans le Comité de Govern et la présidence de cet organe pour J.A. Duran i Lleida, qui développa les relations internationales d'Unió et multiplia les contacts avec le Parti Démocrate Populaire d'Oscar Alzaga; pendant ce temps, la contestation interne du "secteur nationaliste" persistait, et s'exprimait clairement au cours du XII^e Congrès, à la fin de 1983.

La profonde bipolarisation du parti s'accroît à nouveau pendant le XIII^e Congrès (octobre 1984), lorsqu'en insistant sur les plaintes contre Convergència et sur l'approximation au PDP, les "démocrates-chrétiens" -appelés aussi "conservateurs"- remportèrent encore la victoire, et cette fois-ci avec Concepció Ferrer à leur tête, avec 51% des votes contre 44% pour le leader "nationaliste", Joan Rigol. Le mandat de la nouvelle présidence du Comité de Govern se caractérisa par des gestes de distance vis-à-vis de CDC et par la volonté explicite de participer à la reconstruction d'une offre démocrate-chrétienne de portée espagnole, une volonté qui répondait aux pressions de la fondation Konrad Adenauer. Cependant, la rupture du tandem J.A. Duran-Concepció Ferrer affaiblit la position de cette dernière, qui fut

réélue dans des conditions précaires au XIVe Congrès (1985) et ne put conserver son poste au XVe, qui se tint l'année suivante.

Alors, dans une situation où on n'avait plus affaire à deux mais à trois fractions internes -de plus en plus personnalistes- la trêve s'imposa et se concrétisa par l'élection d'un Comité de govern de consensus, avec un président peu engagé (Francesc Borrell) et, comme vice-présidents, les têtes de file des trois tendances: Concepció Ferrer, Josep A. Duran Lleida et Joan Rigol. Cet équilibre se cassa en 1987 (XVIe Congrès) lorsque l'alliance entre les secteurs Duran et Rigol laissa de côté Borrell et Ferrer et conquit la direction d'Unió avec 88% des votes favorables -Duran devint président du Comité de Govern et Rigol vice-président- en appliquant une tactique que nous pourrions résumer ainsi: se placer à gauche de Convergència en matière de politique sociale, se proposer comme pont de dialogue entre la coalition CiU et les autres partis catalans et, en ce qui concerne la politique espagnole, aller de pair avec le Parti Nationaliste Basque, après l'échec du PDP. En 1988, la dyarchie Duran-Rigol s'éclaircit avec l'élection de Joan Rigol à la présidence d'Unió -poste représentatif et "moral" qui avait été occupé depuis 1976 par le dirigeant historique Coll i Alentorn-, ce qui laissa dans les mains de Duran i Lleida le plein contrôle de l'appareil politique du parti, d'un parti relativement pacifié qui évoluait de l'assemblée et la direction corporative vers le modèle conventionnel du leadership unipersonnel avec un vaste pouvoir exécutif.

B) STRUCTURE INTERNE: UN PARTI ATYPIQUE EN PROCESSUS DE NORMALISATION

Dans sa première période des années trente et dans les premiers temps du postfranquisme, l'UDC se distingua des autres partis contemporains par un degré très élevé de démocratie interne, par le fonctionnement réel d'une direction corporative et par le refus de messianismes et de leaderships personnels; le grand rôle et la représentativité dont avait joui Anton Cañellas jusqu'en 1978 existaient plutôt vers l'extérieur qu'à l'intérieur, tel que le démontre le fait que son expulsion ait été possible sans provoquer de cataclysmes. Pendant les deux dernières décades, Miquel Coll i Alentorn a été la seule figure incontestée d'Unió, symbole de la légitimité historique du parti, qui a su se placer presque toujours au-dessus de la mêlée, comme une espèce de monarque constitutionnel qui "reigne sans gouverner".

Le pouvoir exécutif était, par conséquent, dans les mains d'un Comité de Govern de sept membres, élus individuellement par le Congrès National, sans aucune prélation entre eux et sujets à incompatibilité avec n'importe quel poste d'élection populaire, et ayant un mandat de douze mois. C'était le congrès annuel, où tout affilié avec six mois d'ancienneté pouvait assister en ayant droit de voix et de vote, qui permettait la participation non médiatisée de toute la base militante à l'établissement de la ligne politique et au renouvellement des dirigeants, dans un climat exceptionnel de débat interne. Ainsi, en 1981, un Exposé de mise à jour du programme économique et social reçut les apports d'environ 200 amendements et, en général, dans tous les congrès d'UDC la militance présentait des dizaines de motions et résolutions sur des sujets de tout ordre, qui faisaient l'objet d'éternelles discussions.

Ce modèle, qui empêchait la consolidation de leaders identifiables par l'opinion publique, seyait bien à un parti testimonial et sans responsabilité gouvernementale, mais était difficilement compatible avec la vocation majoritaire que *Convergència* et *Unió* commencèrent à manifester à partir de 1979. C'est pour cela que l'histoire d'*Unió*registra, pendant la dernière décennie, une tension continue entre la volonté des dirigeants de réformer les *Status* en renforçant les organes exécutifs, et la résistance des bases à perdre des prérogatives et à découper la démocratie interne.

Dès 1976 le Congrès, craintif devant la figure d'un secrétaire général; avait refusé de nommer un porte-parole permanent au Comité de *Govern* ainsi que d'ouvrir cet organe à l'élection populaire. Cependant en 1980, sous les effets du premier grand succès électoral et au nom de l'efficacité, de l'"adaptation des structures du parti à la réalité d'aujourd'hui", le XI^e Congrès décida, non sans opposition, d'agrandir le Comité de *Govern* jusqu'à quinze membres, d'en assigner un tiers à des fonctions politiques et de créer une présidence. Le prochain épisode de ce processus se produisit en 1983, lorsqu'en invoquant le "modernisation" et l'"actualisation", l'équipe Duran-Ferrer proposa une nouvelle formule statutaire qui dénommait Secrétaire Général le président du Comité de *Govern* et prolongeait la période inter-congrès jusqu'à deux ans, ce que le congrès refusa absolument. Il fallut attendre 1987, avec une direction de consensus à la tête du parti et moyennant un Congrès Extraordinaire, pour établir l'intervalle entre-congrès à deux ans, et par conséquent le mandat du Comité de *Govern*.

En conclusion on peut dire qu'en partant d'un modèle initial quasiment conforme à l'assemblée, *Unió* s'est pliée petit à petit aux exigences politiques et organisatives de la démocratie parlementaire de la fin du XX^e siècle, en essayant de devenir un parti comme les autres, avec de fortes structures et un leader stable et personnalisé. Malgré cela, la vitalité interne d'UDC est encore remarquable, avec des assemblées relativement fréquentes des organisations locales, régionales ou interrégionales, avec un débat en profondeur des critiques dans la propre presse du parti et en maintenant, jusqu'à présent, les congrès plénières, ouverts à toute la militance, au lieu de compromissaires ou de délégués.

Encore deux mots sur le nombre d'affiliés. Bien qu'il s'agisse du secret le mieux gardé des partis espagnols actuels, nous pouvons avancer que, vers 1977, *Unió* avait 2.000 militants; au cours des douze années suivantes, le parti subit d'abord quelques centaines d'abandons, comme conséquence de la scission de *Miró* et *Cañellas*, et reçut postérieurement quelques centaines d'incorporations: une bonne partie des amis scindés de 1977-1979, le reste de la *Democràcia Social Cristiana* de *Catalunya* (groupe catalan de partisans de *Gil-Robles*), quelques membres du *Partit Carlí* qui n'existait plus, certaines personnalités social-démocrates (*Narcís Oliveras*), différents naufragés de l'*UCD* (*Miquel Muntanyà*, les anciens députés *Marcel·lí Moreta* et *Agustí Luna...*), de nombreux indépendants de *Lleida* et d'autres citoyens sans passé politique. Le résultat, à la fin de 1989, était d'environ 3.000 militants,, bien qu'officiellement on en déclarait 5.500.

Je ne voudrais clôturer cette rapide caractérisation de l'UDC sans reproduire un petit autoportrait que le parti fit de lui-même en 1982, en invitant les sympathisants à s'y inscrire: "Ce n'est pas bien compliqué de militer avec nous; vous

n'entrerez pas dans une organisation rigide, ni autoritaire ni centraliste. Il ne faut qu'un sens éthique de la vie, ne se sentir ni de droite ni de gauche et être fidèle aux traditions de notre peuple".

C) LA REPRESENTATION POLITIQUE: LE TROISIEME PARTI DE LA CATALOGNE

En 1977, après les premières élections du postfranquisme, on aurait pu croire que dans cette nouvelle étape historique, Unió Democràtica était destinée à jouer le même rôle qu'elle avait déjà exercé pendant la Deuxième République: celui de parti testimonial, avec une représentation parlementaire minime, obtenue à l'aide de coalitions avec d'autres forces politiques. Le changement d'alliances de 1978 et le pacte avec Convergència accordaient à Unió 25% des postes de représentation obtenus, mais en 1979 le maléfice se répéta: par hasard électoral, des huit députés parlementaires de CiU, il n'y en avait qu'un démocrate-chrétien; aux municipales qui eurent lieu la même année, où la composition des listes dépendait moins des taux que de l'implantation territoriale d'un parti et de l'autre, l'UDC n'obtenait que 75 conseillers (4% de la coalition), six maires et six députés provinciaux.

Le premier bond quantitatif et qualitatif dans la présence institutionnelle d'Unió se produisit en 1980, lorsque la majorité relative de CiU au Parlement de la Catalogne lui accorda 8 députés et 3 conseillers parmi les 12 qui composaient le gouvernement autonome présidé par Jordi Pujol, en gardant cette proportion pendant toute la décennie suivante. La montée électorale de la coalition nationaliste se manifesta aussi lors des générales de 1982, où Unió arriva à décrocher 3 députés Parlementaires et 1 sénateur; aux élections municipales de 1983, et après un grand effort de croissance, les démocrates-chrétiens confirmèrent leur position de cinquième parti catalan avec plus de 300 conseillers, 51 maires et 10 députés provinciaux.

Les élections autonomiques de 1984 marquent le début d'un autre saut en avant -grâce à la majorité absolue de Convergència i Unió, cette dernière double (de 8 à 16) ses sièges au Parlement catalan- et, en s'ajoutant aux résultats des générales de 1986 -5 députés et 2 sénateurs à Madrid- elles indiquent les limites actuelles du cumul de fonctions aux mains du parti démocrate-chrétien. A partir de 1987, -l'UDC a consolidé ses positions dans l'administration locale (331 conseillers, 42 maires, 15 députés provinciaux), elle a perdu un député au Parlement catalan (15 sièges en 1988), elle a renforcé sa présence à Madrid (5 députés et 3 sénateurs en 1989) et compte un député au Parlement Européen. Ainsi donc, Unió se trouve installée, par représentation politique, dans un confortable troisième rang entre les partis politiques catalans, derrière le PSC-PSOE et Convergència Democràtica, sans ne s'être jamais présentée toute seule à des élections.

D) LES DEUX TRANCHANTS DE L'ALLIANCE AVEC CONVERGÈNCIA

Tel que nous venons de le voir dans le chapitre précédent, la coalition avec Convergència fut un pari réussi pour Unió et lui permit de quitter son rôle testimonial en lui procurant une présence institutionnelle bien que supérieure à celle qui lui

correspondrait d'après ses forces réelles; cependant, cette alliance ne cessa de provoquer des plaintes et des critiques dans les rangs de la démocratie chrétienne. Quelle est la raison de ce paradoxe? Probablement parce qu'il s'agit d'une alliance asymétrique, entre deux partis dont la taille est très différente, mais ce sont surtout la nature et l'attitude différentes qui génèrent des disfonctions et des problèmes d'adaptation. L'UDC est un parti très jaloux de sa propre identité, avec une longue histoire et une idéologie spécifique, qui a fuit les leadership personnels et qui pratique la démocratie Interne; CDC est plutôt un mouvement qu'un parti, de création récente, dont l'idéologie reste synthétique et diffuse, avec un leader charismatique et tout-puissant. Ainsi, la collaboration ne pouvait pas être facile; tel que le reconnaissait déjà en 1979 un dirigeant d'Unió, "il était difficile d'adapter notre style, dialoguant et décentralisé, à un parti habitué plutôt à suivre des consignes qu'à discuter...".

Les deux associés se rendirent au pacte de 1978 avec des intentions bien différentes: pour Unió, il s'agissait d'un premier pas vers une Fédération de Partis Nationalistes non marxistes beaucoup plus large, alors que Convergència, souhaitait absorber les démocrates chrétiens, comme elle l'avait déjà fait avec Esquerra Democràtica, en devenant ainsi le Parti Nationaliste Catalan. Après quelques années, la Fédération se révéla sans issue et la fusion résulta impossible à cause de l'op position tenace d'Unió: "ce qu'on ne peut pas faire c'est intégrer dans un même parti des tendances derrières lesquelles il y a une idéologie claire. La voie valable est celle de marcher ensemble mais sans renoncer à ce que nous sommes", affirmait Joaquim Xicoy en 1981. Par conséquent, aussi bien les uns que les autres ont fini par accepter le statut actuel: Pujol pour des raison "d'affiche", parce que la coalition donne une image de pluralité et lui permet d'ajouter à son capital politique l'étiquette démocrate-chrétienne; Unió, pour des raisons de survie immédiate -à l'heure actuelle elle supporterait difficilement des élections en solitaire- mais dans l'insatisfaction, dans le but d'équilibrer la corrélation des forces internes de la coalition, de lui conférer un plus grand contenu politique, d'avoir davantage de poids dans les hautes décisions du gouvernement commun.

Il y a plusieurs éléments distinctifs qui permettent à Unió Democràtica de mettre en relief l'existence d'un patrimoine politique propre, indépendant de celui de Convergència. L'histoire, et la légitimation qu'elle confère, constitue l'un des plus importants: ceci explique le culte du parti à son martyr, Carrasco i Formiguera, où qu'ils fêtent les anniversaires de la fondation du parti, et très particulièrement le 50e, en 1981; un autre élément important c'est l'homologation internationale, qui fait qu'à Strasbourg, le député d'Unió fasse partie du groupe parlementaire démocrate-chrétien, alors que ceux de Convergència appartiennent au groupe libéral; dans leur projection politique en Espagne, les deux associés s'y sont pris de façons bien différentes: lorsque Convergència essaya de créer un parti analogue de portée espagnole ("Opération Réformiste" ou "Opération Roca" de 1983-1986), Unió se tint complètement en marge, en contribuant pour son compte -avec peu de succès comme nous allons le voir par la suite- à la reconstruction de la démocratie chrétienne dans la péninsule; dans ces derniers temps, Unió essaye de trouver un domaine d'action propre en matière de politique sociale, avec des campagnes de lutte contre la marginalisation, en défense de la famille, etc.

Inutile de dire que cette vision générale d'une entente, qui dure depuis

douze ans déjà et qui jouit de bonne santé malgré des tensions et des déséquilibres, englobe des situations locales très différentes. Il y a des Municipalités (Sitges, Sant Feliu de Codines, Sant Andreu de la Barca...) où Convergència et Unió partagent le même siège et agissent, de fait, comme une seule organisation. Dans d'autres endroits, par contre, les relations sont pénibles pour des raisons personnelles, de concurrence ou de partage du pouvoir, jusqu'à l'extrême qu'au élections municipales de 1987, Unió présenta des candidatures propres, opposées à celles de Convergència, dans douze localités, parmi lesquelles Tàrraga, Arenys de Munt ou Bell-lloc d'Urgell.

E) LES ORGANISATIONS SECTORIELLES: JEUNES ET FEMMES

Les sections de jeunes et de femmes d'Unió Democràtica, qui avaient au départ la considération statutaire d'"équipes spécialisées", et qui, depuis 1987, sont dénommées "organisations connexes", ont connu un développement très inégal.

En ce qui concerne l'Unió de Joves (dont les membres ont moins de trente ans) qui a convoqué son 1er Congrès Extraordinaire en janvier 1978, on a l'impression que son fonctionnement réel ne commença qu'en 1981, à tel point qu'à ce moment-là ils durent se lancer en quête 'de signatures de jeunes ne faisant pas partie d'UDC pour obtenir le minimum exigé, pour être admis au Consell Nacional de la Joventut de Catalunya. A partir de ce moment-là, le groupe formalisa sa structure, augmenta ses effectifs et multiplia l'activité; dirigée d'abord par Josep A. Duran Lleida -qui y conserva toujours une grande influence- l'Unió de Joves fut gérée, par la suite, par des secrétaires généraux Salvador Jorba (1982-1984) et Miquel Padilla (à partir de 1984) et soumise aux congrès biennaux. En 1984 elle englobait environ 20% de la militance totale du parti, ce qui représente à peu près 500 affiliés (alors que le chiffre officiel était de 800). Pour consolider et développer cette force, l'U de J organise depuis 1980 des camps d'été ouverts aux amis et sympathisants; en 1983 elle créa une Unió de Joves Excursionistes de Catalunya, plus tard un groupe de théâtre, etc ...

Cependant, la stratégie principale de l'Unió de Joves vise surtout le domaine du débat et de la formation, grâce au soutien de l'Union Européenne de Jeunes Démocrates-Chrétiens et aux relations privilégiées qu'elle maintient avec la Jaune Union de la CDU allemande. Ainsi donc, en avril 1982, elle organisa à Barcelone un séminaire sur "Fédéralisme, autonomies et régionalisme en Europe" et, depuis 1983 elle anime annuellement une Université d'Eté avec là participation de représentant de l'UEJDC. Plutôt discrets dans leurs manifestations politiques, les jeunes d'Unió Democràtica ont participé, en 1986, à la première Conférence des Jeunesses Nationalistes Européennes, à la réorganisation du syndicat d'étudiants Federació Nacional d'Estudiants de Catalunya (FNEC) et se sont ralliés, au sein du parti, aux attitudes les plus nationalistes.

Par contre, et malgré qu'en 1982 14% de la militance d'Unió était féminine, l'Equip de Dones -plus tard, Unió de Dones- a toujours été un groupe très réduit et peu sérieux, intégré par les rares personnes (Concepció Ferrer, Guiomar Amell, Montserrat Serrallonga, Mercè Paniker...) qui assumaient la représentation internationale féminine d'UDC. il fallut attendre 1988 pour assister à une tentative de

promotion de cette organisation sectorielle qui, d'après sa présidente Teresa Perelló, "était un peu endormie et où il n'y avait que quatre pelées...".

F) L'UDC ET MONDE DU TRAVAIL: DES EQUIPS OBRERS A L'UNIÓ DE TREBALLADORS

Pour se préserver d'une expérience semblable à celle que vécut l'UniÓ de Treballadors Cristians de Catalunya pendant la Deuxième République, Unió a renoncé, après le franquisme, à l'hypothèse d'un syndicat catholique et a toujours défendu l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis politiques. Cependant,, depuis son autodéfinition comme parti interclassiste, elle essaya, à partir de 1977, de regrouper ses militants salariés au sein d'Equips Obrers qui -eurent une vie grupusculaire et qui se comportèrent sans grand retentissement comme de petites cellules d'étude, réflexion et sensibilisation interne sur les problèmes du travail, le chômage, etc. L'un des membres de ces équipes, Enric Arbós, déclarait en 1980: "je crois que les ouvriers représentent un taux trop faible au sein d'Unió. Et de ceux qui en font partie, il n'y en a pas beaucoup qui aient l'air de le ressentir", et, en 1982, on reconnaissait dans une espèce de confession d'impuissance: "ce n'est pas facile du tout pour un parti, comme le nôtre, et en particulier dans les circonstances actuelles, de pénétrer en force dans le monde ouvrier".

Cependant, au début de 1983 Unió Democràtica décida de créer l'Unió de Treballadors Demòcrata-cristians de Catalunya, qui ne prétendait pas être un syndicat, mais "influencer décisivement la politique du parti depuis notre optique de salariés", en y garantissant le contenu social, en jouant un rôle semblable à celui de Movimento Cristiano dei Lavoratori au sein de la DC italienne. Depuis, la nouvelle Unió de Treballadors, présidée par le député Domènec Sesmilo, a organisé plusieurs journées d'étude et des pique-niques en plein air pour le 1er mai, quoique son rôle principal ait été celui de constituer une plate-forme à partir de laquelle quelques dizaines de militants du parti ont pu établir des contacts internationaux -depuis 1986, l'UTDCC fait partie de l'Union Européenne de Travailleurs Démocrates-Chrétiens- qui leur permet de participer aux stages, congrès, séminaires et programmes de formation promus par les structures continentales démocrates-chrétiennes. Pour un parti qui se veut "populaire" ça ne fait pas grand chose mais en tout cas ses structures, à ce niveau-là, sont quand même plus développées que celles de son associé majoritaire, Convergència Democràtica de Catalunya. Dans ce sens, il est significatif que depuis la mise en marche du gouvernement autonome, le portefeuille de Travail soit toujours retombé sur des hommes d'Unió.

Dans le domaine strictement syndical, l'UDC est favorable à la création d'un syndicat "unique, indépendant et de souveraineté catalane" qu'elle a essayé de promouvoir en entretenant d'étroites relations avec la Confederació Sindical dels Treballadors de Catalunya, l'Unió Sindical Obrera et le Sindicat de Quadres de Catalunya, des organisations où elle est présente parmi la militance. En ce qui concerne les agriculteurs, les membres d'Unió se distribuent entre l'Unió de Pagesos (syndicat pluraliste et progressiste) et l'Unió de Sindicats Agrícoles de Catalunya - Joves Agricultors, plus modéré.

G) UNE FAIBLE RELATION AVEC L'ÉGLISE

Parti "d'inspiration chrétienne", mais non confessionnel, Unió n'entretient aucun rapport formel ni aucun lien visible avec l'église catholique et, au cours des premières années de la transition démocratique, elle critiqua même ouvertement les attitudes conservatrices de certaines hiérarchies ecclésiastiques espagnoles. Par contre, au niveau confidentiel et personnel il y a bien des contacts amicaux entre l'UDC et la coupole ecclésiastique catalane qui, d'après les dirigeants d'Unió, se développent dans le respect pour l'autonomie mutuelle et ne supposent aucune ingérence dans la ligne du parti, mais qui contribuent, sans doute à la belligérance de celui-ci devant certaines questions d'ordre moral, comme par exemple l'avortement.

Pour le reste, le fait que quelques prêtres diocésains militent à Unió (recteurs et vicaires de paroisses ouvrières) ne paraît pas particulièrement significatif. Un phénomène beaucoup plus connu et bien plus polémique est celui de l'appartenance d'un certain nombre de militants et de dirigeants (l'eurodéputée Concepció Ferrer, le conseiller Lluís Alegre...) à l'organisation catholique-intégriste Opus Dei, bien que des sources internes du parti assurent que ces personnes-là n'agissent pas en tant que tendance ou que fraction organisée.

H) POSITIONS PROGRAMMATIQUES

Depuis sa fondation, en 1931, l'UDC a proclamé comme principes doctrinaux de base le nationalisme catalan et son inspiration dans l'humanisme chrétien ainsi que l'adhésion au personnalisme communautaire. Il faudrait voir maintenant quelle est la traduction programmatique de ces principes abstraits pendant les neuf dernières années.

Quant à son côté nationaliste, Unió donna à l'actuel Statut d'Autonomie un support critique et instrumental et, tout en exigeant son application loyale de la part de l'État, elle maintient comme programme de base à ce sujet (ratifié par le XVe Congrès) l'articulation confédérale et librement accordée entre les différentes nationalités hispaniques. En même temps, l'UDC "croit à l'Europe et à son processus d'intégration en tant que forme supérieure de cohabitation, fondée sur la reconnaissance des différentes communautés politiques qui la composent" (résolution du Me Congrès). C'est au nom de cet européisme que le parti, dès le début, s'est montré favorable à l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN, malgré une certaine opposition interne.

La composante démocrate-chrétienne, qui se manifeste surtout dans le domaine socioéconomique, inspire à Unió un grand souci pour les sujets scolaires et de l'éducation en général, en brandissant énergiquement le drapeau de la liberté d'enseignement contre tout essai d'étatisation. Parmi les priorités du parti je soulignerai aussi la protection juridique, sociale et fiscale de la famille (ce qui fit l'objet d'une grande campagne en 1988); une protection qui se traduit par de positions de grand conservatisme moral et qui coïncident par ailleurs avec la doctrine officielle de l'Église catholique: beaucoup de réticences vis-à-vis de la loi de

divorce, opposition frontale à la législation de l'avortement, demande d'une politique nataliste, refus des mouvements homosexuels, etc ... Dans les derniers temps, l'UDC a mis l'accent sur le concept de solidarité, en réclamant un salaire social pour les familles sans ressources, en s'occupant des problèmes de la population âgée, de la "nouvelle pauvreté"; des problèmes comme l'écologie ou le risque nucléaire suscitent, par contre, un faible intérêt parmi ses militants.

Quoiqu'en théorie la doctrine d'Unió refuse dans la même mesure le capitalisme et le "collectivisme marxiste", le programme économique du parti se borne à promouvoir un réformisme prudent: conjugaison de la libre initiative et de la planification, protection et stimulation des petites et moyennes entreprises, sympathie envers le coopérativisme et les sociétés anonymes de travail...

I) DES LIENS DIFFICILES AVEC LES AUTRES DÉMOCRATIES CHRÉTIENNES DE L'ÉTAT ESPAGNOL

A partir des liens établis dans les années trente, et renforcés dans le partage de la tâche antifranquiste, Unió maintient des relations fraternelles avec le parti nationaliste basque. Ainsi, l'assemblée extraterritoriale du PNB à Barcelone se constitua en novembre 1977 dans le siège d'Unió, on organisa des voyages collectifs de groupes de militants basques en Catalogne, et vice-versa, des représentants d'UDC assistaient régulièrement aux "Alderdi Eguna" ou fête partisane du PNB, on convoqua des réunions de travail du Comité de Govern d'Unió avec l'Euskadi Buru Batzar ou comité exécutif des nationalistes basques, et le président de cet organisme, Xabier Arzallus, participa à des actes politiques d'Unió.

Cependant, dans le -reste de l'État, dans l'Espagne "castillane", l'échec électoral de la Fédération de la Démocratie Chrétienne en 1977 et la postérieure dissolution des partis de Gil-Robles et de Ruiz Jiménez laissèrent l'UDC sans partenaires. Entre 1978 et 1982 Unió ne reconnut comme interlocuteur valable aucun des partis qui occupaient hypothétiquement l'espace démocrate-chrétien espagnol: ni la gouvernementale et hétérogène Unión de Centro Democrático, ni une Alianza Popular qui "n'est pas un parti engagé, mais une espèce de méli-mélo où l'emportent les nostalgiques du franquisme" (J. Xicoy). Pendant cette période, les catalans regrettaient l'expérience de l'Equip Demòcrata-Cristià, et en mai 1981 Miquel Coll i Alentorn indiquait: "nous ne devons pas cesser de penser qu'un jour cette situation pourra se reconstruire et que nous devons tous l'aider si l'occasion se présentait".

L'occasion arriva en 1982 avec la naissance, d'une scission d'UCD, du Parti Démocrate Populaire, dirigé par Óscar Alzaga et Xavier Rupérez qui s'est défini, très vite, comme démocrate-chrétien. Depuis ce moment-là et pendant les cinq années suivantes, les relations avec le PDP et l'intérêt ou non de participer à la reconstruction de la démocratie chrétienne espagnole générèrent un vif débat au sein d'Unió Democràtica et contribuèrent à la division interne dont nous avons déjà parlé.

Ainsi, alors que le président du Comité de Govern, J.A. Duran Lleida, affirmait en mai 1983 que "Unió doit trouver un interlocuteur qui, sans entamer notre

souveraineté et indépendance organique comme parti, soit le fil conducteur de notre intervention dans la politique de l'État", ses rivaux au sein de l'UDC mettaient en doute l'authenticité démocrate-chrétienne du PDP et en rappelaient la coalition avec la conservatrice Alianza Popular de Manuel Fraga. Cependant cette réticence disparut en 1984 lorsque le PDP entra dans l'Union Mondiale Démocrate-Chrétienne qui, de son côté, intensifia les pressions sur l'UDC pour qu'elle réussisse l'entente.

Ce fut alors, entre la fin de 1984 et 1986, que, sous la direction de Concepció Ferrer, Unió misa ouvertement pour "la consolidation d'un espace de centre d'inspiration démocrate-chrétienne" au niveau de l'État et multiplia les contacts de plus en plus étroits avec le parti d'Oscar Alzaga: assistance aux congrès du PDP, participation à des séminaires conjoints, discrètes négociations... Mais malgré tout le pacte ne se formalisa pas à cause de la négative du PDP d'accepter un principe sur lequel Unió ne pouvait pas revenir: celui du respect à l'identité nationale de la Catalogne et, par conséquent, la dissolution de l'organisation catalane de PDP, puisque la démocratie chrétienne avait déjà une représentation autochtone et souveraine.

Avec les négociations bloquées à ce point l'UDC évalua positivement la rupture du Partido Demócrata Popular avec Alianza Popular, l'été de 1986, mais le changement immédiat dans le pouvoir intérieur d'Unió (XVe Congrès, novembre 1986) fit baisser l'intérêt du parti catalan envers de dialogue avec Óscar Alzaga. En juin 1987, lorsque le PDP se présenta pour la première fois en solitaire à des élections municipales, régionales et européennes et qu'il remporta une défaite humiliante (170.000 votes, représentant 0,8% du total), la réaction d'Unió Democràtica fut de soulagement: "pour Unió ce n'est pas positif que la démocratie chrétienne essuie encore une défaite en Espagne. Pour nous cela serait bien meilleur de pouvoir compter sur un parti démocrate-chrétien fort, implanté...", écrivit Duran Lleida. "Mais heureusement qu'Unió n'est arrivée à aucun pacte avec le PDP. ¿Que ce serait-il passé si l'on était arrivés à une entente quelconque avec le PDP, avant les élections?".

Après le fiasco, l'UDC coupa toutes ses relations avec le PDP, rebaptisé comme Démocratie-Chrétienne, et considéra l'intégration de celui-ci au sein d'Alianza Popular, en 1989, "l'autodissolution de la démocratie-chrétienne dans l'État espagnol". Tout à fait sceptique vis-à-vis de la "reconstitution" d'A.P., de la naissance du Parti Populaire et de son adhésion à la famille démocrate-chrétienne, Unió a fini la décade des années quatre-vingts comme elle l'avait commencée: sans d'autres frères idéologiques dans l'État espagnol que le Parti Nationaliste Basque.

J) LES RELATIONS INTERNATIONALES D'UNIÓ

"L'UDC est le seul parti catalan qui dispose, actuellement, de relations stables à niveau international et, ce qui est encore plus important, d'interlocuteurs reconnus et de grande influence dans de nombreux pays", proclamait avec fierté le bulletin d'Unió de juillet 1981. En effet, l'UDC appartient à l'Union Européenne Démocrate-Chrétienne et à l'Union Mondiale Démocrate-Chrétienne (ou Internationale Démocrate-Chrétienne) depuis la fondation des deux organismes, elle participe à l'Union Européenne de Femmes Démocrates-Chrétiennes (Concepció

Ferrer en exerça la présidence en 1986), de même qu'à l'Union Européenne et à l'Union Internationale de Jeunes Démocrates-Chrétiens, et elle a été membre observateur du Parti Populaire Européen dès sa constitution (1976), pour en devenir membre de plein droit avec l'entrée de l'Espagne dans la Communauté (1986).

Dans cet épais tissu de contacts et liens qu'Unió considère l'un de ses principaux patrimoines et qu'elle tente de capitaliser, il paraît que les éléments les plus conservateurs du parti ont cultivé depuis 1977 des relations avec la CDU allemande, et tout particulièrement avec celle du land de Rhénanie en Nord-Westfalie, en arrivant à un jumelage entre les organisations locales d'UDC d'Igualada et Figueres et la CDU de deux municipalités voisines de Düsseldorf. Par contre, le secteur le plus progressiste a primé ses rapports avec la DC italienne (en particulier avec celle de Lombardie), avec les démocrates-chrétiens belges et avec quelques partis frères d'Amérique latine: la DC Chilienne, le parti démocrate-chrétien d'Uruguay, le COPEI vénézuélien, le parti démocrate-chrétien d'El Salvador, etc. Dans ce sens, l'UDC organisa à Barcelone, en décembre 1983, des Journées Internationales sur le processus de démocratisation en Amérique latine.

Dans le domaine strictement européen, il y a quand même un facteur qui a limité le développement international d'Unió: le grand intérêt qu'a manifesté l'UED-C, et en particulier la toute-puissante CDU allemande -dotée d'instruments économiques comme la Fondation Konrad Adenauer- pour disposer, coûte que coûte, d'un parti démocrate-chrétien en Espagne; ceci a amené les structures continentales de la DC à faire la fête en 1981 auprès de l'Unión de Centro Democrático, à admettre en 1984 le PDP et à exercer des pressions auprès de l'UDC pour que celle-ci y pacte. Finalement, en juillet 1989, la DC a décidé d'accepter les eurodéputés conservateurs du Parti Populaire espagnol dans le groupe parlementaire du PPE à Strasbourg, malgré l'opposition du PNB et d'Unió Democràtica qui a suspendu, en réponse, sa participation aux activités du groupe.

Ce dernier épisode, perçu par Unió comme le triomphe de la force et du nombre sur la légitimité historique et la fidélité doctrinale, a détérioré sérieusement les liens extérieurs du parti catalan, qui restent cependant étroits et cordiaux avec les démocrates-chrétiens italiens, hollandais et avec les deux partis belges, flamand et wallon. Justement avec ces deux organisations et le Parti Nationaliste Basque, l'UDC réalisa à Barcelone, en octobre 1989, des Journées d'étude sur l'État Plurinational.

Table1

LES CONGRES D'UNIÓ DEMOCRÀTICA DE CATALUNYA

Nº d'Ordre	Date	Lieu	Président du Comité de Govern (à partir de 1980)
Ier	octobre 1932	Barcelona	
Extraordinaire	mars 1933	Vic	
IIe	octobre 1933	Tarragona	
IIIe	avril 1935	Girona	
IVe	janvier 1936	Barcelona	
Ve	juin 1976	Barcelona (H. Manila)	
VIe	octobre 1977	Barcelona (H. Princesa Sofia)	
VIIe	novembre 1978	Barcelona (Orfeó de Sants)	
VIIIe	novembre 1979	Vic	
Extraordinaire	mai 1980	Arenys de Mar	
IXe	novembre 1980	Arenys de Mar	Joaquim Xicoy
Xe	novembre 1981	Igualada	Joaquim Xicoy
XIe	décembre 1982	Barcelona (Expo Hotel)	Josep A. Duran Lleida
XIIe	décembre 1983	Lleida	Josep A. Duran Lleida
XIIIe	octobre 1984	Lloret de Mar	Concepció Ferrer
XIVe	novembre 1985	Tarragona	Concepció Ferrer
XVe	novembre 1986	Barcelona (H. Princesa Sofia)	Francesc Borrell
Extraordinaire	avril 1987	Barcelona (H. Sarrià)	
XVIe	novembre 1987	Mataró	Josep A. Duran Lleida